

Le tour de France

du

PLEIN EMPLOI

SOLIDAIRE

EDITION 2024

DOSSIER DE PRESSE



**PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE**

SOMMAIRE

Liste des acronymes	page 3
[Fiche n°1] Plein Emploi Solidaire : objectif et stratégie.....	page 4
[Fiche n°2] Le tour de France du plein emploi solidaire organisé en complémentarité avec la Concertation nationale sur le Droit à l'emploi.....	page 5
[Fiche n°3] Le circuit du tour de France du plein emploi solidaire.....	page 6
[Fiche n°4] Des témoignages pour donner la parole aux « invisibles ».....	page 7
[Fiche n°5] Pour un collectif des ELPE.....	page 8
[Fiche n°6] Un salaire plutôt que des allocations.....	page 9
Nous contacter	page 10

LISTE DES ACRONYMES

- **ACI** Ateliers et chantiers d'insertion
- **AI** Associations intermédiaires
- **EA** Entreprises adaptées
- **EBE** Entreprises à but d'emploi
- **EI** Entreprises d'insertion
- **EITI** Entreprises d'insertion par le travail indépendant
- **ELPE** Entreprises de lutte contre la privation d'emploi
- **ESAT** Etablissements et services d'aide par le travail
- **ETTI** Entreprises de travail temporaire d'insertion

Plein Emploi Solidaire : objectif et stratégie

Le constat : un chômage d'exclusion ne pouvant être résorbé par le seul emploi ordinaire

Toutes les études et les expérimentations convergent depuis 1975/1980, c'est-à-dire depuis la fin des Trente Glorieuses, pour constater que l'emploi ordinaire ne parvient jamais, quelles que soient les conjonctures et quels que soient les moyens employés, à supprimer le chômage d'exclusion (ou chômage de désaffiliation sociale).

L'objectif : l'emploi « accessible » pour résorber le chômage d'exclusion

Pourtant, la preuve est faite que **ces personnes exclues sont capables de travailler**, pour peu que les emplois leur soient rendus accessibles dans une logique d'économie solidaire. C'est l'expérience séculaire des **ELPE (Entreprises de lutte contre la privation d'emploi** : EA, ESAT, AI, EI, ETTI, ACI, EBE), qui représentent **6380 entreprises et 300 000 emplois accessibles... pour un total probable de 2 millions d'emplois nécessaires !** C'est pourquoi notre association considère que **le plein emploi véritable ne peut être qu'un plein emploi solidaire.**

Ce plein emploi solidaire repose sur **3 piliers** :

- **La durée indéterminée** : La possibilité de contrats d'insertion à durée indéterminée est la seule solution pour des parcours sans échec, à l'image des parcours en EA et en ESAT.
- **Un financement à proportion des besoins** : Tout comme les allocations, ces emplois accessibles doivent faire l'objet d'un financement à proportion des besoins, autrement dit un financement évaluatif et non limitatif ;
- **Une organisation au niveau territorial** : enfin, les multiples territoires expérimentaux ont montré que seule une organisation au niveau territorial, qui permet de réunir autour de la table tous les acteurs concernés et de mettre au centre les personnes privées d'emploi, peut prétendre œuvrer efficacement pour éradiquer la privation durable d'emploi.

La stratégie en 2 points :

1- Une mobilisation de tous les acteurs de la lutte contre la privation d'emploi

C'est l'**union des ELPE au niveau local** qui permet d'éradiquer la privation d'emploi. Le tour de France des territoires de plein emploi solidaire est une action mobilisant les territoires qui participent à la lutte, ainsi que les ELPE locales, leurs salariés sortis de la privation d'emploi et les personnes encore privées d'emploi sur le territoire. En complémentarité avec l'action menée par la Concertation sur le droit à l'emploi (voir fiche n°2), notre objectif est de contribuer à préparer les esprits à la constitution d'un grand **Collectif national pour le droit d'obtenir un emploi.**

2- La démonstration d'un coût neutre pour le contribuable de ces emplois accessibles

Nous avons développé un convertisseur permettant aux ELPE d'estimer leur coût réel pour le contribuable. En cumulant les résultats, témoignons collectivement que **ce n'est pas l'argent qui manque.**

Pour en savoir plus, rendez-vous sur notre site internet : <https://www.pleinemploisolidaire.fr/les-elpe/>

Le tour de France du plein emploi solidaire organisé en complémentarité avec la Concertation nationale sur le Droit à l'emploi

Une Concertation engagée par 16 acteurs nationaux

Ce sont aujourd'hui 16 acteurs nationaux qui se sont engagés pour mettre en place une grande Concertation sur le droit à l'emploi :

- ANDICAT
- APF FRANCE HANDICAP
- ATD QUART MONDE
- CCSC VAINCRE LE CHÔMAGE
- COORACE
- EMMAÛS France
- ESS FRANCE
- EXPÉRIMENTATION TERRITORIALE CONTRE LE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE
- FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ
- MNCP
- PACTE CIVIQUE
- RÉSEAU GESAT
- SECOURS CATHOLIQUE
- SOLIDARITÉS NOUVELLES FACE AU CHÔMAGE
- TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE
- UNAPEI

Comment s'organise concrètement la Concertation ?

La Concertation s'organise autour de **cinq conférences territoriales** qui permettront de recueillir la parole de tous les acteurs de l'emploi, de l'insertion et des solidarités et autres participants, mettre en commun les enjeux et les questionnements et élaborer collectivement les contours d'une future loi du droit à l'emploi.

Quelle complémentarité de nos actions ?

Un objectif commun : obtenir une loi du droit à l'emploi, pour que soit enfin mis en œuvre le droit constitutionnel d'obtenir un emploi.

Des actions complémentaires : là où la concertation propose une réflexion collective au niveau interrégional à travers cinq grandes conférences dans toute la France, Plein Emploi Solidaire met en valeur le témoignage des acteurs de terrain qui mettent concrètement en œuvre le droit à l'emploi au niveau local.

Les deux événements ne sont pas simplement complémentaires, ils **vont se rencontrer** ! La caravane du tour fera étape **le 17 avril 2024 à Laval**, qui accueillera le même jour la première conférence territoriale. C'est donc naturellement que nous avons décidé de coorganiser cette journée afin d'en faire un événement commun.

Pour en savoir plus sur la Concertation, rendez-vous sur <https://www.droitalemploi.fr/>



Le circuit du tour de France du plein emploi solidaire

Liste des étapes mise à jour au 4 avril 2024

- 
- 1- Les Ponts-de-Cé (28.03)
 - 2- Pipriac (02.04)
 - 3- Pont-Château (03.04)
 - 4- Vannes (04.04)
 - 5- Plessé (05.04)
 - 6- Saint-Thégonnec Loc-Eguiner (08.04)
 - 7- Rezé (09.04)
 - 8- Rennes (10.04)
 - 9- Bourges (11.04)
 - 10- Blois (12.04)
 - 11- Bléré Val de Cher (15.04)
 - 12- Saumur (16.04)
 - 13- Laval (17.04)
 - 14- Mauléon (18.04)
 - 15- Châtellerauld (19.04)
 - 16- Poitiers (22.04)
 - 17- Noblat (23.04)
 - 18- Castillon-la-Bataille (24.04)
 - 19- Saint-Girons (25.04)
 - 20- Pézenas (26.04)
 - 21- Jouques (29.04)
 - 22- Pays d'Apt Luberon (30.04)
 - 23- Le Puy-en-Velay (02.05)
 - 24- Rives du Haut Allier (03.05)
 - 25- Rivière-Pilote (06.05)
 - 26- Le Port (07.05)
 - 27- Gerzat (13.05)
 - 28- Thiers (14.05)
 - 29- Villeurbanne (15.05)
 - 30- Lyon (16.05)
 - 31- Saint-Fons (17.05)
 - 32- Cœur de Savoie (21.05)
 - 33- Echirrolles (22.05)
 - 34- Le Trièves (23.05)
 - 35- Le Teil (24.05)
 - 36- Moulins-Engilbert (27.05)
 - 37- Pays Luzycois (28.05)
 - 38- Les Bertranges (29.05)
 - 39- Les Portes du Morvan (30.05)
 - 40- Vaux d'Yonne (31.05)
 - 41- Semur-en-Auxois (03.06)
 - 42- Stenay (04.06)
 - 43- Bassin de Joinville en Champagne (05.06)
 - 44- Thaon-les-Vosges (06.06)
 - 45- Strasbourg (07.06)
 - 46- Pays de Colombey et du Sud Toulinois (10.06)
 - 47- Valenciennes (11.06)
 - 48- Roubaix (12.06)
 - 49- Lille (13.06)
 - 50- Béthune (14.06)
 - 51- Port Jérôme sur Seine (17.06)
 - 52- Rouen (18.06)
 - 53- Les Mureaux (19.06)
 - 54- Cergy (20.06)
 - 55- Bouffémont-Attainville-Moisselles (21.06)
 - 56- Compiègne (24.06)
 - 57- AG ETCLD (25.06)
 - 58- Pantin (26.06)
 - 59- Bagnolet (27.06)
 - 60- Paris (28.06)



Des témoignages pour donner la parole aux « invisibles »



Etape après étape, nous allons écrire le récit des « invisibles » qui apparaissent dans l'espace public.

Que dit ce récit ?

Il était une fois...

L'histoire de personnes humiliées par la privation d'emploi, entraînant leur entourage dans cette souffrance ; exclues de la vie en société, invisibles.

L'histoire d'un retour à l'emploi, qui apparaît comme la fin d'un cauchemar, la fierté et la dignité retrouvées ;

L'histoire des mille bienfaits du travail accessible pour la société entière : travaux utiles oubliés, écologie, services, innovation... ;

L'histoire des millions et des millions de chiffres d'affaires supplémentaires dans l'économie solidaire.

**« On dit moins
non aux
enfants. »**

*« Il y a le regard des
gens qui disent elle ne
sait rien faire. »*

**« Je peux passer
le permis, avoir
une voiture. »**

**« On vous fait
culpabiliser. »**

**« Sans diplôme ils ne proposent
rien du tout, ils ne laissent pas la
chance d'essayer. »**

**« Je me sens beaucoup mieux
dans ma peau parce que je
sais que je suis utile à quelque
chose. »**

**« J'ai été
discriminé par
rapport à mon
âge. »**

**« Je postulais
presque tous les
jours. »**

**« ...la fierté de
travailler et
d'être pris au
sérieux. »**

Pour un collectif des ELPE*

*ELPE : Entreprises de lutte contre la privation d'emploi :
EA, ESAT, AI, EI, ETTI, ACI, EBE.

L'emploi accessible : ce qui existe et ce qu'il reste à créer

Ce sont aujourd'hui **6 380 Entreprises de lutte contre la privation d'emploi (ELPE)** – EA, ESAT, AI, EI, ACI, ETTI et EBE – qui emploient plus de **300 000 personnes** en « **emploi accessible** » cofinancé par la Collectivité...

Mais près de **2 millions de personnes** sont encore **privées d'emploi** et attendent leur place dans l'emploi, dans la société !

Toutes les ELPE...

- ... ont une même source constitutionnelle¹ ;
- ... sont nées d'une initiative citoyenne et solidaire ;
- ... ont pour objectif l'emploi des personnes exclues du marché ordinaire ;
- ... proposent des emplois accessibles grâce au cofinancement de la Collectivité ;
- ... ont pour priorité de favoriser l'insertion dans l'emploi ordinaire ;
- ... sont complémentaires dans l'action grâce à leurs spécificités respectives ;
- ... ne représentent pas un coût significatif pour le contribuable² ;
- ... parviennent à créer le plein emploi solidaire en coopérant localement ;
- ... **doivent donc pouvoir se développer en fonction des besoins de la population !**

... doivent s'unir au sein d'un Collectif

Pour exiger qu'enfin, le Droit constitutionnel d'obtenir un emploi ne reste plus lettre morte.

Plus d'un million de personnes attendent encore :

peut-on préférer l'allocation à l'emploi ?

¹ Le préambule de la Constitution de 1946, alinéa 5, dispose que « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. » La Constitution de 1958 donne valeur constitutionnelle à ce texte.

² C'est l'activation des dépenses passives : si les ELPE reçoivent des aides au poste (ou contributions au développement de l'emploi), elles reversent largement ce montant à la collectivité en contributions directes (cotisations sociales, impôts, taxes) et indirectes (économies d'allocations et TVA payée sur le gain de pouvoir d'achat).



Un salaire plutôt que des allocations

Grâce à un financement de toutes les ELPE* à proportion des besoins locaux

*ELPE : Entreprises de lutte contre la privation d'emploi :
EA, ESAT, AI, EI, ETTI, ACI, EBE.

Toutes les ELPE luttent contre la privation d'emploi en proposant des emplois accessibles cofinancés par la Collectivité.

Mais EA, ESAT, AI, EI, ETTI, ACI, EBE répondent toutes à des besoins différents : selon le public accueilli, les modalités de travail ou encore les activités proposées.

Or, chaque territoire a sa propre identité : les populations ont des besoins différents, dans des proportions différentes.

Chaque ELPE doit donc pouvoir proposer localement autant d'emplois que nécessaire pour répondre localement au problème de la privation d'emplois. Les ELPE représentent aujourd'hui environ 300 000 emplois accessibles : au moins 1 million supplémentaire serait nécessaire.

Pour que le droit d'obtenir un emploi devienne une réalité, il faut cesser de limiter le nombre d'emplois accessibles en ELPE avec des budgets limitatifs fixés arbitrairement chaque année par les lois de finance. Ils doivent être financés à proportion des besoins, selon un budget évaluatif.

La solution : un financement des ELPE à proportion des besoins locaux, grâce à l'activation des dépenses passives, sans surcoût pour le contribuable.

Réclamons et obtenons collectivement :

UN FINANCEMENT DE TOUTES LES ELPE

A PROPORTION DES BESOINS LOCAUX :

NI PLUS. NI MOINS.



Nous contacter

tourdefrance@pleinemploisolidaire.fr

Patrick Valentin

valentinpatrick@orange.fr

06 26 21 51 15

Ilona Weinans

ilona.weinans@pleinemploisolidaire.fr

06 76 75 81 09

Marianne Mancel

marianne.mancel@pleinemploisolidaire.fr

07 88 72 64 43

